

1^{ER} TRIMESTRE 2005 / ENQUÊTE DE CONJONCTURE JUIN-JUILLET 2005 N° 35

Ce début d'année 2005 est placé sous le signe d'un certain paradoxe. Alors que les volumes d'affaires ne semblent pas avoir connu globalement de fluctuations particulières, les **besoins en main d'œuvre se sont quelque peu redressés** : frémissement pour le travail temporaire, volume accru des déclarations d'embauche, croissance de la masse salariale. Les effectifs sont également en hausse dans un tiers des entreprises de notre enquête. En revanche, ces **nouveaux postes seraient dans l'ensemble de courte durée**, si l'on en juge par l'augmentation des offres d'emploi de moins de trois mois, alors que celles relatives aux emplois durables diminuent toujours.

Cette évolution est à rapprocher du **sentiment d'incertitude sur l'évolution de la conjoncture**, majoritairement partagé par les responsables interrogés en juin. Cette impression est renforcée par le décalage perçu entre les prévisions de mars (hausse des carnets de commandes) et la réalité des trois derniers mois. Des différences sensibles se font par ailleurs jour entre les branches, les **services accusant un nouveau fléchissement**, tandis que l'industrie affiche une certaine résistance.

La relative atonie est confirmée par la **contraction du commerce extérieur** des entreprises du Loir-et-Cher. Exportations et importations reculent de concert et en par-

ticulier pour ces dernières, celles liées à l'équipement productif. Les **investissements s'inscrivent eux aussi en repli**.

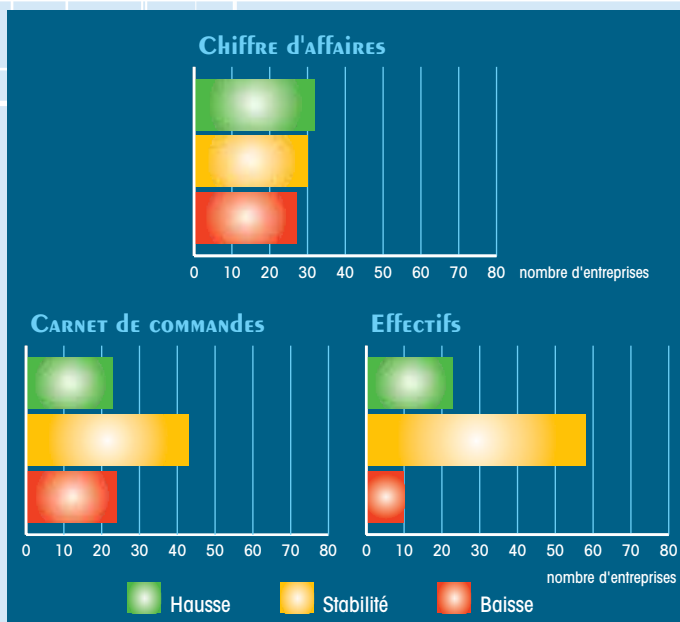
À l'exception de la construction de locaux destinés aux activités, les indicateurs ayant trait au **secteur du Bâtiment** prouvent que la **dynamique demeure forte**. La mise en chantier de nouveaux logements se situe toujours au plus haut, suscitant un nouvel afflux de **créations d'entreprises artisanales**. Le mouvement entrepreneurial ne concerne d'ailleurs pas que ce secteur, le premier trimestre s'avérant spécialement prolifique en la matière.

L'aspect social de la conjoncture ressort comme le plus négatif de ce début d'année. Le **chômage repart à la hausse**, en particulier dans la zone d'emploi de Blois. Simultanément, le nombre des **bénéficiaires du RMI s'affiche en augmentation sensible**, tout comme celui des nouveaux dossiers de surendettement.

Le millésime 2005 ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices. **Les prévisions de croissance du PNB national ne cessent d'être revues à la baisse**, pour se situer aujourd'hui autour de 1,5 %. On reste toutefois encore très éloigné du spectre de la récession et mieux vaut une croissance faible que pas de croissance du tout.

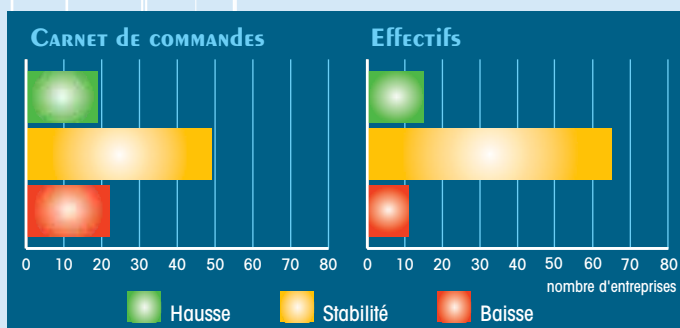
CRÉATION SOUTENUE D'ENTREPRISES SUR FOND D'ACTIVITÉ STAGNANTE

ÉVOLUTION AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS

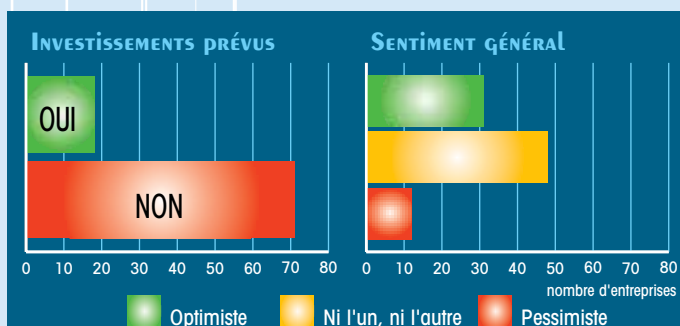


source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

PRÉVISIONS À COURT TERME



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

DES VOLUMES D'AFFAIRES STABLES, MAIS DES EFFECTIFS EN LÉGÈRE HAUSSE

L'évolution des **chiffres d'affaires** par rapport à la même période de l'année précédente est très proche de celle enregistrée au cours des deux dernières enquêtes. Ils sont **en hausse** dans un peu **plus d'une entreprise sur 2**. Une **certaine amélioration dans l'industrie** se confirme, mais les **services** apparaissent de nouveau **en retrait**. Globalement, les chiffres d'affaires sont **inférieurs à ceux de juin 2004** dans **1 cas sur 3**, un peu plus dans la construction.

Les prévisions de regonflement des **carnets de commandes** établies en mars par les responsables interrogés ne se sont pas concrétisées. Plus de **3 sur 10 les considèrent encore comme insuffisants**, contre moins de 2 sur 10 qui les jugent élevés. Les **services manquent particulièrement de dynamisme**, alors qu'une grande majorité des entreprises de la construction ont un volant d'activité normal. En fait, les volumes d'affaires sont demeurés **stables dans près de la moitié des établissements** entre mars et juin, moins cependant dans les **services où ils reculent dans 1 cas sur 2**. L'effet taille joue un rôle beaucoup plus marqué que précédemment pour l'ensemble de ces questions, les petites unités apparaissant nettement plus sujettes à une réduction d'activité.

Pour les mois à venir, les **responsables sont plutôt circonspects**, plus d'un sur 2 anticipant une stabilité des commandes. On s'attend toutefois à **une baisse dans près d'un tiers des établissements industriels** (un quart tous secteurs confondus). Là encore, les petites unités se montrent plus réservées que les grandes.

Paradoxalement, les **effectifs ont été plus étoffés** puisqu'ils sont en progression dans un quart des entreprises, et même un tiers dans la construction. Les cas de contraction sont assez peu nombreux. Les prévisions laissent entrevoir la poursuite de ce mouvement.

L'**horizon économique s'est apparemment de nouveau bouché**. La proportion de responsables ne se prononçant pas sur la marche des affaires au cours des semaines à venir opère en effet une remontée (plus d'un sur 2). Les pessimistes restent toutefois peu nombreux, alors que **plus d'un dirigeant sur 3** (presque 2 fois plus dans la construction) **reste optimiste**. Les **intentions d'investir** sont exactement au même niveau qu'en mars, 2 entreprises sur 10.

L'ENGOUEMENT POUR LA CRÉATION D'ENTREPRISES NE FLÉCHIT PAS

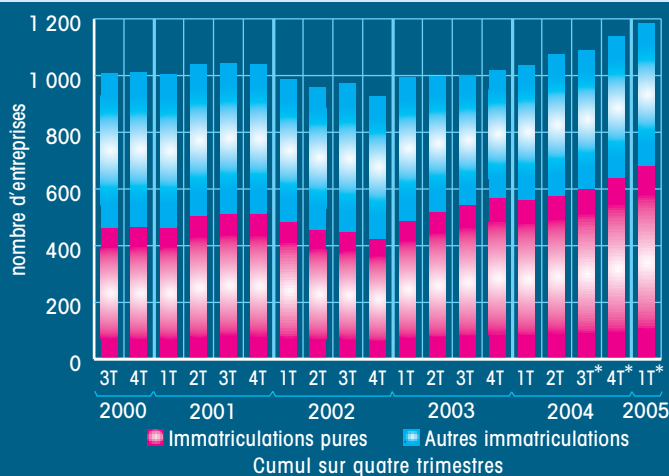
Il se serait **créé plus de 200 entreprises nouvelles** ❶ en Loir-et-Cher au cours du 1^{er} trimestre, selon les données provisoires de la Chambre de Commerce et d'Industrie, ce qui constituerait le niveau le plus élevé enregistré depuis l'origine du tableau de bord en 1997. Sur les douze derniers mois, le volume des **créations pures atteindrait ainsi 678 unités**, en **hausse de 21 %** par rapport à la période précédente. Les activités les plus en pointe sont les hôtels-café-restaurants, le commerce et le bâtiment. L'industrie est la seule à accuser un recul.

La **contraction des radiations pures** ❷ semblerait se confirmer également.

Les données des trois derniers trimestres sont encore trop incomplètes, mais on remarque que sur la période la plus proche pour laquelle les résultats sont définitifs, le recul est de 12,5 % sur douze mois. Le solde demeure en conséquence très positif.

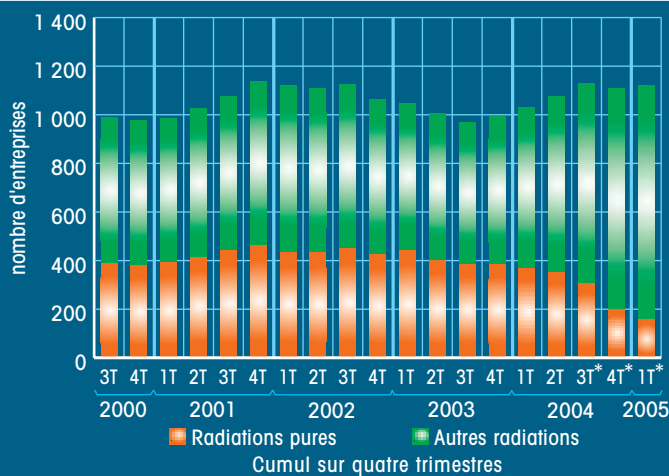
Le premier trimestre a été **propice à la création d'entreprises artisanales** ❸, qui ont connu un fort regain après une fin 2004 un peu en demi-teinte. La Chambre de Métiers et de l'Artisanat a en effet enregistré **192 immatriculations** en trois mois, ce qui n'est pas loin de constituer un record. Dans le même temps, le nombre des **radiations s'est tassé à 97 unités**, générant un **solde frôlant la centaine d'entreprises**. Sur les douze derniers mois, les disparitions sont un peu plus étoffées que durant la période antérieure, mais la progression des immatriculations est telle que le tissu artisanal s'est là aussi enrichi de près d'une centaine d'artisans. Le **Bâtiment montre une nouvelle fois l'étendue de son dynamisme** avec un solde positif de 57 unités en un an, ainsi que les services et transports (+ 33). L'alimentation demeure désespérément éloignée de ce mouvement (- 12), tandis que les branches manufacturières connaissent des fortunes diverses.

❶ CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



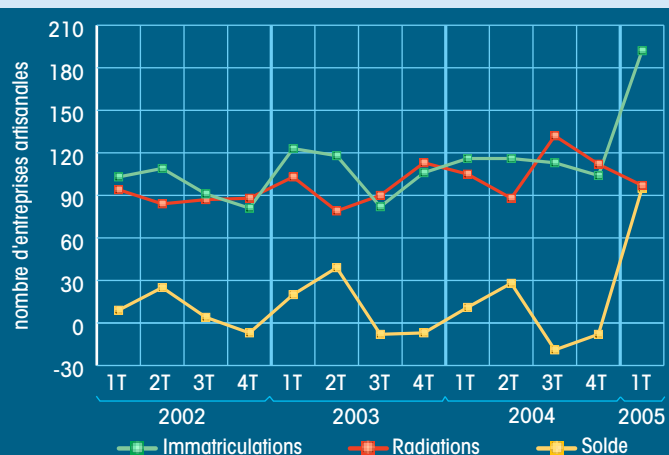
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

❷ RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



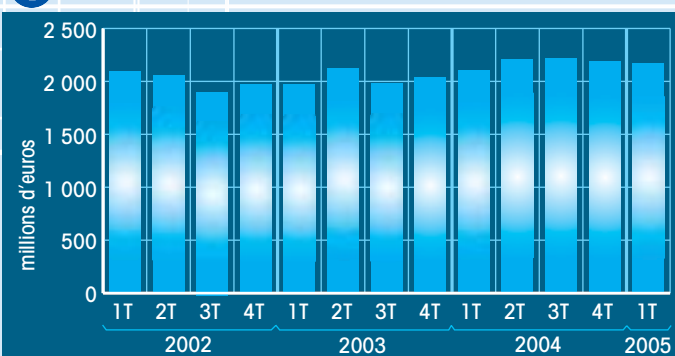
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

❸ MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



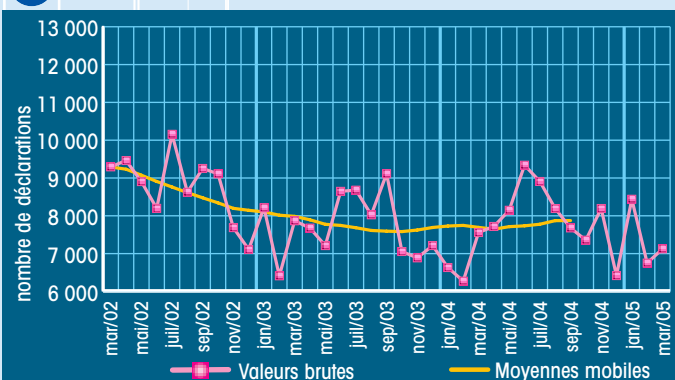
source Chambre de Métiers de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

1 CHIFFRES D'AFFAIRES DES ENTREPRISES



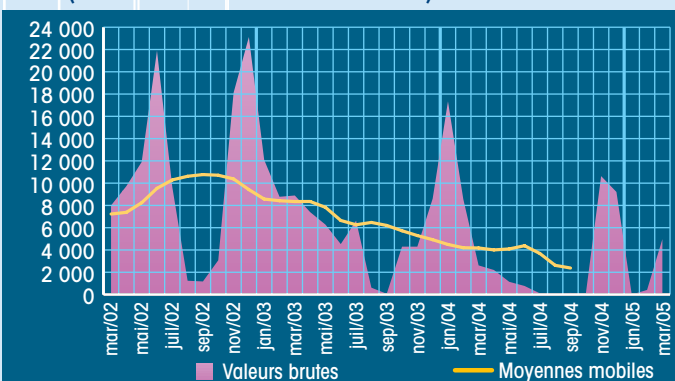
source Direction des services fiscaux : à partir du 1^{er} janvier 2002, chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

2 RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



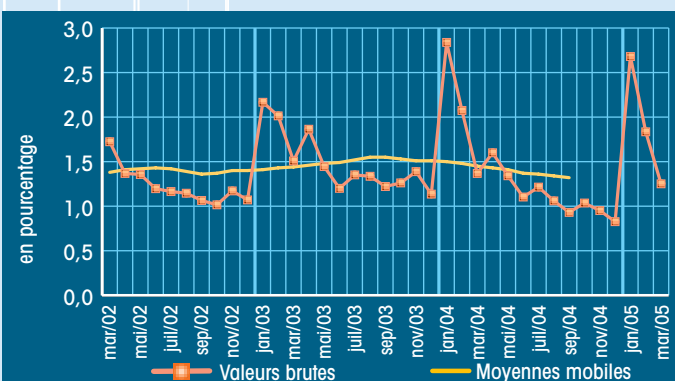
source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

3 CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE D'HEURES INDEMNISABLES)



source DDTFP

4 TAUX DE RESTE À RECOURIR DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

LÉGÈRE REPRISE DES BESOINS EN MAIN D'ŒUVRE

Conjoncture contrastée en ce début d'année. L'activité semble fléchir de nouveau quelque peu, mais en revanche les entreprises semblent avoir fait appel à du personnel supplémentaire.

Les chiffres d'affaires des entreprises 1 du département apparaissent en recul pour le deuxième trimestre consécutif. Leur montant total, 2 170 M€, s'est en effet replié de 0,7 % en trois mois. Il demeure supérieur à celui de l'hiver 2004, mais le gain est maigre si l'on tient compte de la hausse des prix, + 3,2 %. En données cumulées sur douze mois, le rythme de progression faiblit en conséquence à + 6,5 %.

On enregistre un léger frémissement sur le travail temporaire 2. L'URSSAF a enregistré 22 314 demandes préalables à l'embauche émanant des agences d'intérim entre janvier et mars, soit 1,6 % de plus qu'à l'automne précédent. L'augmentation par rapport au 1^{er} trimestre 2004 est cependant beaucoup plus significative : + 9,1 %. En cumul annuel, l'évolution est redevenue positive (+ 3,6 %) ; il convient cependant de rappeler que les résultats 2004 sont les plus faibles enregistrés depuis longtemps.

Le recours au chômage partiel 3 apparaît très limité en ce début d'année avec seulement 5 392 heures¹ autorisées, soit 81 % de moins qu'au premier trimestre 2004. Sur douze mois, il s'inscrit d'ailleurs en forte baisse : 58 % de moins que durant la période antérieure.

Comme l'indique la légère progression du recours à l'intérim, les besoins en personnel ont été un peu plus soutenus au cours du 1^{er} trimestre. En effet, le montant des cotisations appelées 4 par l'URSSAF s'est accru de 11,1 % en trois mois, à 236 M€. Il est également supérieur de 3,3 % au résultat enregistré entre janvier et mars 2004. L'évolution cumulée sur un an reflète elle aussi la rupture de la tendance enregistrée depuis quelques trimestres ; le gain demeure insignifiant (+ 0,2 %), mais il est encourageant. La santé financière des entreprises irait toujours en s'améliorant. La part des cotisations restant dues à l'échéance s'établit à 1,25 % fin mars, contre 1,37 % un an auparavant. Il s'agit du taux le plus faible pour un 1^{er} trimestre depuis 2000.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DU LOIR-ET-CHER SE CONTRACTE

Les données du commerce extérieur 5 de produits manufacturés ne témoignent pas d'une activité intense dans les entreprises du département en ce début d'année. Les exportations (323,1 M€) continuent de s'étioler,

(1) Tous les établissements n'étant pas à 35 heures, les journées de travail n'ont pas la même longueur. Il est donc préférable de raisonner en terme d'heures.

(2) L'analyse de cet indicateur ne reflète pas la situation de l'ensemble des entreprises du Loir-et-Cher, car celles qui possèdent plusieurs établissements ont la possibilité de déclarer et de payer leurs cotisations à une seule URSSAF : c'est le système dit du "Versement Lieu Unique".

sur un **rythme** qui apparaît de surcroît **plus accentué** qu'au paravant: - 7,6 % sur trois mois et - 14,7 % par rapport au 1^{er} trimestre 2004. Les ventes à l'étranger se sont contractées fortement pour les trois grandes branches exportatrices et en particulier celle des produits chimiques, pharmaceutiques et cosmétiques (baisse de 24 % au cours du trimestre). En **cumul sur douze mois**, les volumes restent supérieurs à ceux de la période antérieure à **1,397 milliard d'euros** (+ 9,3 %), mais le gain a été divisé par deux.

Le rebond des **importations** au 4^e trimestre 2004 n'aura été que de courte durée. Dès le début 2005, **elles s'inscrivent de nouveau en fort repli à 290,2 M€**, soit **11,7 % de moins** en trois mois. Leur niveau est à peine plus élevé qu'au 1^{er} trimestre 2004 (+ 1,9 %). Le **montant cumulé** sur les douze derniers mois (1,173 milliard d'euros) **est en recul de 3,5 %**, alors que la période n'était pas particulièrement dynamique en la matière. À l'exception de l'industrie chimique et de l'automobile, **les principales activités sont concernées par cette baisse** et en particulier les **branches liées à l'équipement des entreprises**. Cela pourrait traduire une contraction des investissements.

À noter que les évolutions pour l'ensemble de la région sont très voisines de celles du Loir-et-Cher, tant pour les exportations que pour les importations.

Le **solde de la balance commerciale** du département est **toujours positif** avec 33 M€; il s'est même redressé de 56 % au cours du trimestre. Ce résultat est toutefois à **relativiser** puisqu'il provient d'un recul plus important des achats de marchandises à l'étranger qui dénote une activité moins soutenue. Le **taux de couverture**³ s'établit à 111 % au 1^{er} trimestre (113 % pour le Centre) et à 119 % pour l'ensemble des douze mois écoulés (114 % pour le Centre).

L'INVESTISSEMENT SE TASSE

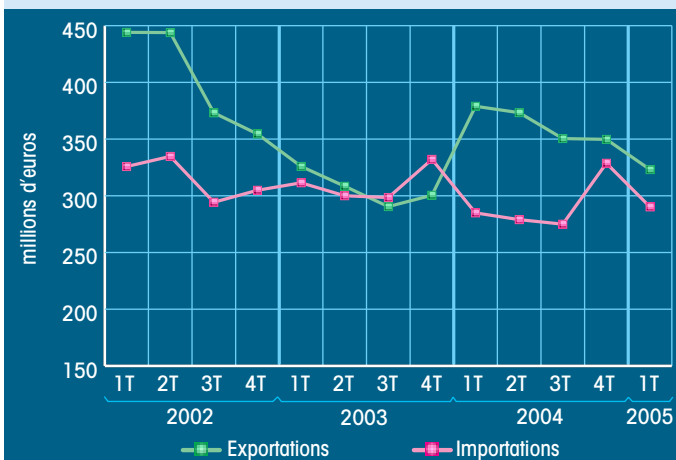
L'**investissement des entreprises** **6** du Loir-et-Cher, tel qu'il ressort des données fournies par les Services Fiscaux, **accuse une baisse de 5,1 %** au 1^{er} trimestre, avec un total de 62,7 M€. Par rapport au début 2004, le repli est davantage accentué encore: - 7,4 %. Cette évolution confirme les indications données par les importations.

Simultanément, la **construction de locaux destinés aux activités** **7** **est redescendue à un niveau moyen**.

Entre janvier et mars, **50 251 m²** ont été mis en chantier, soit 40 % de moins qu'à l'automne dernier, où un excellent total avait été enregistré. Les **données cumulées** sur un an font état d'un volume global de 240 246 m² supérieur de 13,8 % à celui de la période antérieure. On remarque néanmoins que les **surfaces destinées à l'industrie et au commerce sont en recul prononcé**, tandis que celles à vocation agricole, culturelle ou sanitaire sont en augmentation. La plus forte hausse est toujours à porter au crédit des bâtiments de stockage (logistique), alors que d'importants projets en ce domaine sont encore à venir.

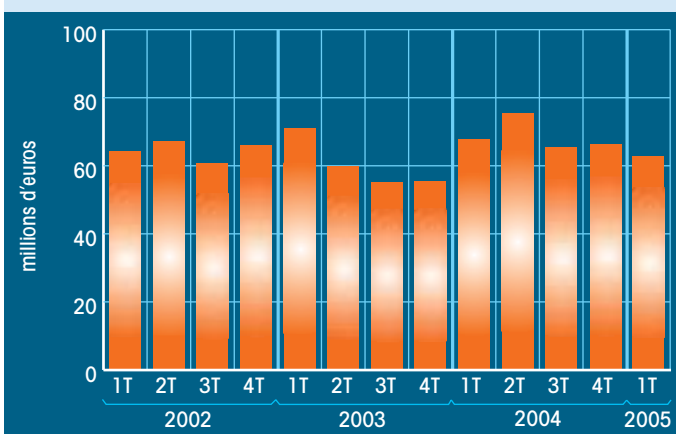
(3) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

5 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



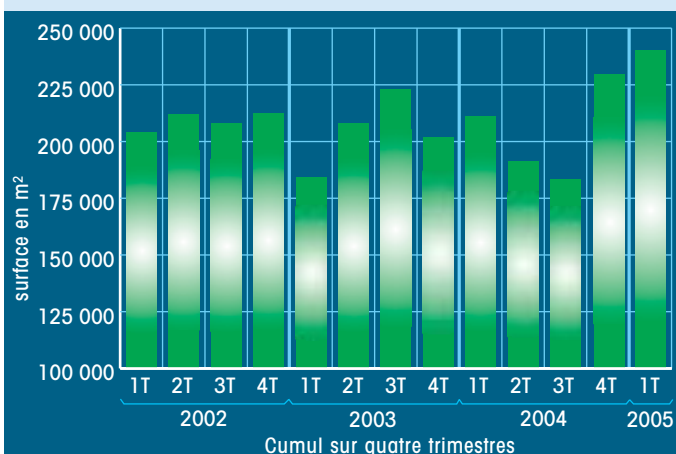
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux. Nouvelle série à partir du 1^{er} janvier 2002. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

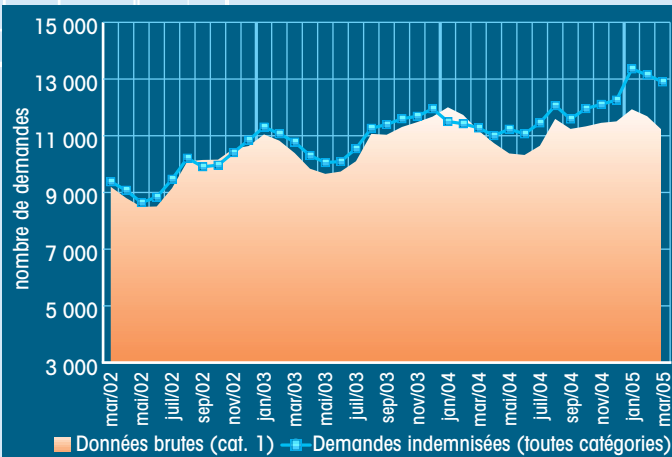
7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Sitaldel

* Cumul glissant sur quatre trimestres.

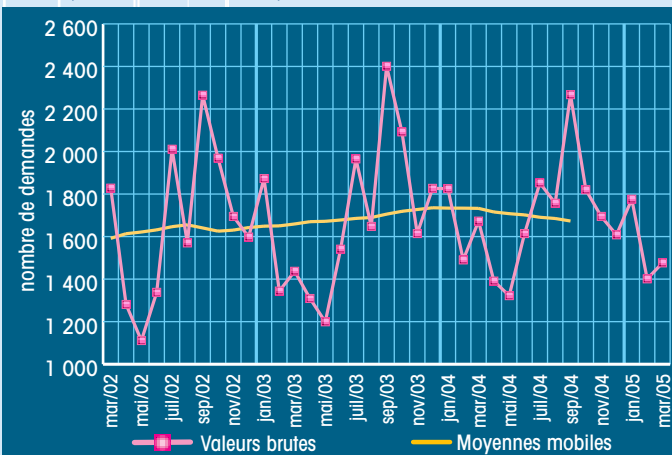
1 DEMANDES D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DEFM)



sources DRTEFP - ASSEDIC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

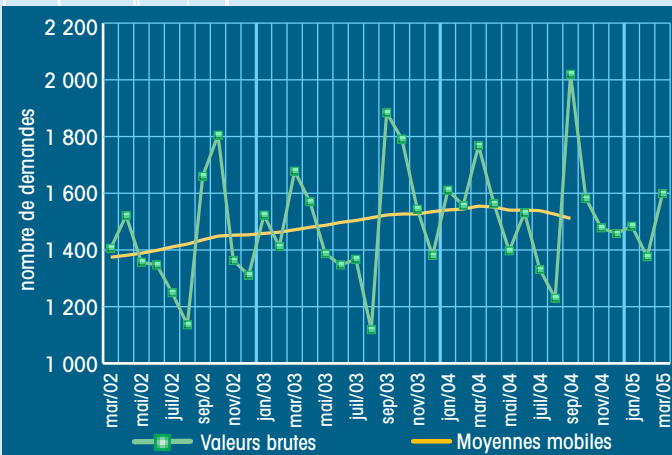
2 DEMANDES D'EMPLOI ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi enregistrées: représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 DEMANDES D'EMPLOI SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi sorties: représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

LE CHÔMAGE RECOMMENCE À AUGMENTER

Après une certaine accalmie au deuxième semestre 2004, le chômage est reparti à la hausse. En données corrigées des variations saisonnières, il s'est accru de 3,3 % en trois mois (Centre: + 2,9 %, France: + 1,8 %).

Au 31 mars, le Loir-et-Cher compte 11 186 demandeurs d'emploi de catégorie 1 en données brutes, ce qui représente une augmentation de 0,1 %. Cette évolution est infime et moins marquée que celle constatée dans l'ensemble de la région (+ 3,9 %) et la France (+ 2,2 %).

Après s'être rapprochées en fin d'année 2004, les évolutions des zones d'emploi divergent quelque peu ce trimestre. En rythme annuel, le chômage augmente de 1,2 % dans celle de Blois, tandis qu'il baisse dans les deux autres, de façon très modeste dans la zone de Romorantin (- 0,5 %), plus marquée en Vendômois (- 2,5 %).

Au 31 mars, le Loir-et-Cher compte 12 900 chômeurs indemnisés ①, toutes catégories confondues, soit 14,4 % de plus sur douze mois. Précisons cependant qu'à partir de janvier les Assedic ont reculé d'une semaine l'actualisation de la situation des allocataires. Selon eux, cela explique en très grande partie la hausse constatée.

La remontée du chômage ne touche pour l'instant que les femmes: + 1,4 % en un an. Les hommes continuent pour leur part à bénéficier d'une évolution favorable: - 1,2 %. Dans le bassin de Romorantin, le nombre des demandes masculines recule même de 5,5 %; en Vendômois, c'est l'inverse qui est constaté avec une baisse de 5,7 % pour les femmes et une légère augmentation pour les hommes. La situation des jeunes s'est brusquement aggravée; bien orienté en décembre dernier, le chômage accuse une hausse de 3,4 % et plus encore pour les hommes (+ 4,9 %). Simultanément, le chômage de longue durée est en nette recrudescence: + 12 % depuis mars 2004. Une distinction franche s'opère entre les catégories socioprofessionnelles. Les demandeurs relevant des métiers de l'industrie sont moins nombreux qu'un an auparavant (- 2,6 %), alors que les rangs des employés qualifiés (+ 3 %) et des agents de maîtrise (+ 7 %) s'étoffent.

Si l'on en juge par l'érosion persistante des inscriptions à l'ANPE ②, la remontée du chômage serait plutôt imputable à des créations de postes insuffisantes. Entre janvier et mars, 4 653 nouvelles demandes ont été enregistrées, soit une décroissance de 9,2 % en trois mois et 6,7 % de moins qu'au 1^{er} trimestre 2004. Une évolution comparable est enregistrée dans les territoires de référence. En données cumulées sur douze mois, le total est inférieur de près de 3 % à celui de la période antérieure. On enregistre notamment un très fort recul des inscriptions consécutives à un licenciement économique (- 55 % par rapport au 1^{er} trimestre 2004); les fins de contrats précaires (CDD et intérim) sont également en repli. Le mouvement est à l'inverse toujours à la hausse

pour la reprise d'activité et l'entrée dans la vie active.

Le blocage progressif du marché de l'emploi trouve sa concrétisation dans la **diminution des flux de sorties** ③ des fichiers de l'ANPE. Entamé à la mi-2004, le mouvement se poursuit en effet, avec 4 459 sorties au 1^{er} trimestre, soit 9,7 % de moins qu'entre janvier et mars 2004. À peu de choses près, on retrouve la même tendance dans le Centre et en France. En **cumul sur douze mois, l'érosion commence à se faire sentir**, encore modestement toutefois (- 1,5 %).

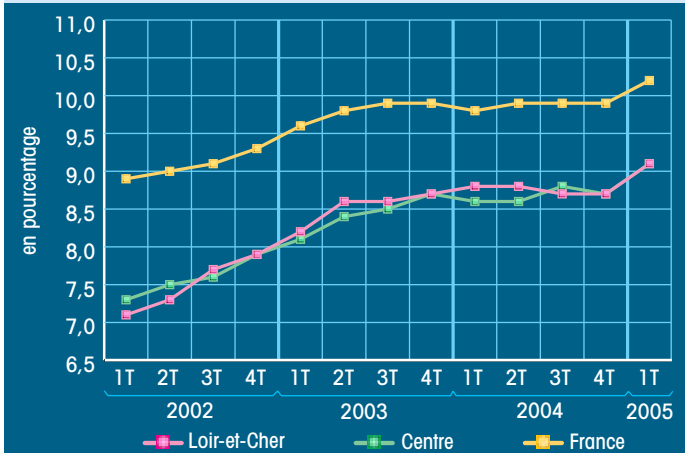
Comme chaque année à cette période, les **taux de chômage** ④ publiés précédemment ont été révisés par l'INSEE, dans la plupart des cas à la hausse. Par ailleurs, ce 1^{er} trimestre est marqué par une **forte augmentation**, à l'exception de la zone d'emploi de Vendôme (7,7 %, -0,4 point en trois mois). Au 31 mars, le taux provisoire s'élève à **9,1 % en Loir-et-Cher**, comme dans le Centre, en hausse de 0,4 point par rapport à décembre. Il atteint **10,3 % dans la zone de Romorantin** (+ 0,3 point) et **9 % dans celle de Blois** (+ 0,5). Le taux national est à 10,2 %.

PROGRESSION DES OFFRES D'EMPLOI DE COURTE DURÉE

Pour le troisième trimestre consécutif, les **volumes d'offres d'emploi** ⑤ déposées à l'ANPE reproduisent à peu près les valeurs enregistrées au cours de la même période de l'année précédente, c'est-à-dire qu'ils sont **peu étoffés**. Entre janvier et mars, le total est de **3 383 offres**, soit **1,6 % de moins** qu'au 1^{er} trimestre 2004. Cette situation apparaît **plus défavorable qu'aux échelons géographiques supérieurs** où l'on enregistre un accroissement: + 7,7 % pour le Centre et + 4,2 % en France. Elle renforce un phénomène déjà repéré puisque le **cumul sur douze mois est à peine supérieur** au précédent dans notre département (+ 1 %), alors que la progression est sensible dans la région (+ 9 %) et plus encore dans le pays (+ 32 %). On constate de surcroît un recul des offres d'emploi durable en Loir-et-Cher (- 5,1 %), une évolution positive étant perçue ailleurs. Bien que demeurant largement minoritaires, les offres de postes occasionnels (moins de 3 mois) opèrent un très fort redressement.

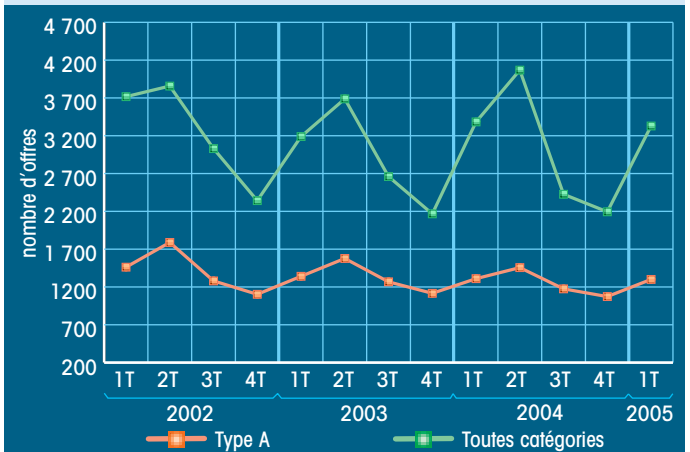
En matière de **déclarations préalables à l'embauche** ⑥, les évolutions demeurent erratiques: croissance au 3^e trimestre 2004, suivie d'une baisse au 4^e; en ce début d'année, elles **repartent à la hausse**. Ces mouvements sont symptomatiques d'une économie qui manque singulièrement de repères. Entre janvier et mars, l'URSSAF de Loir-et-Cher en a comptabilisé 11 462 (hors travail intérimaire et agriculture), soit **15 % de plus** qu'au 1^{er} trimestre 2004. Le **total cumulé** sur un an est lui aussi **supérieur de 5 %** au précédent. L'évolution apparaît de surcroît positive pour tous les secteurs, avec une mention spéciale pour le bâtiment (+ 15 %). Compte tenu de la qualité des offres évoquées au paragraphe ci-dessus, il convient toutefois de rester prudent dans l'interprétation de ces résultats.

④ TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DRTEFP

⑤ OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES



source ANPE

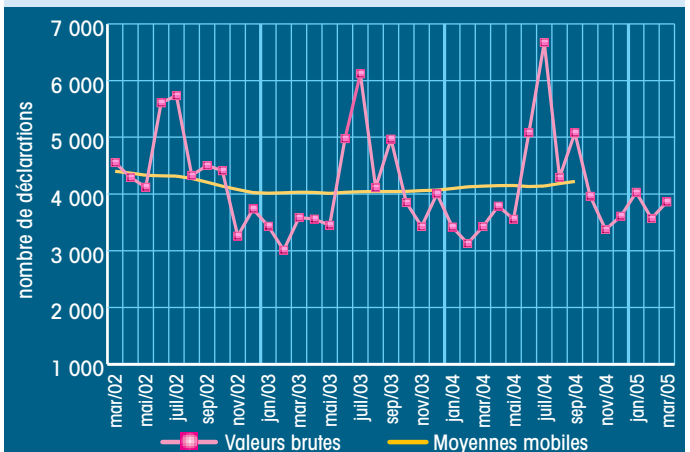
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

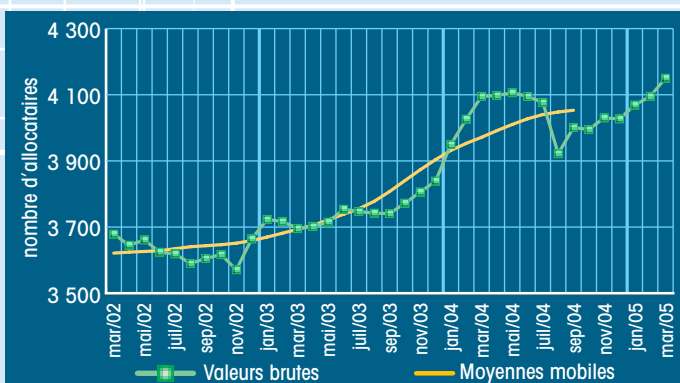
⑥ DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

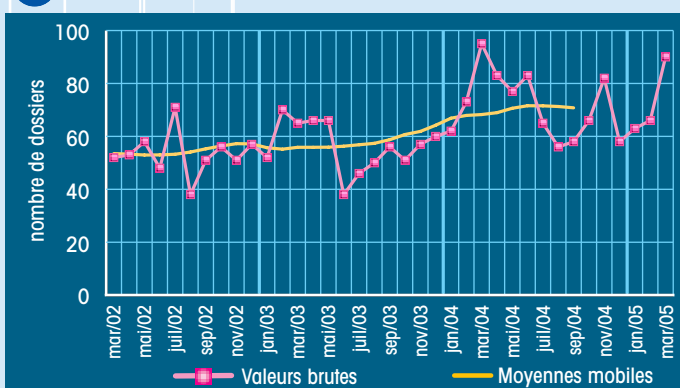
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres: toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



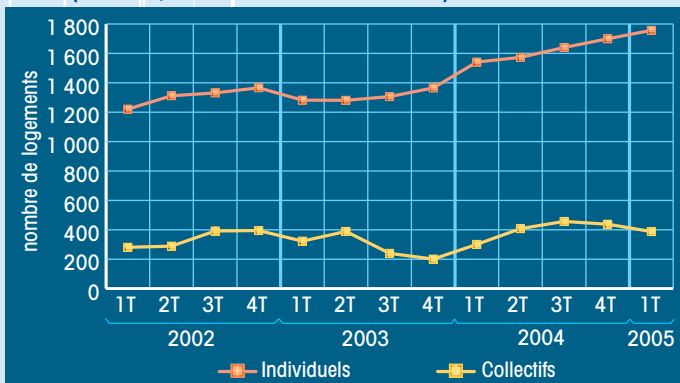
sources CAF et MSA

2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source secrétariat de la Commission de surendettement

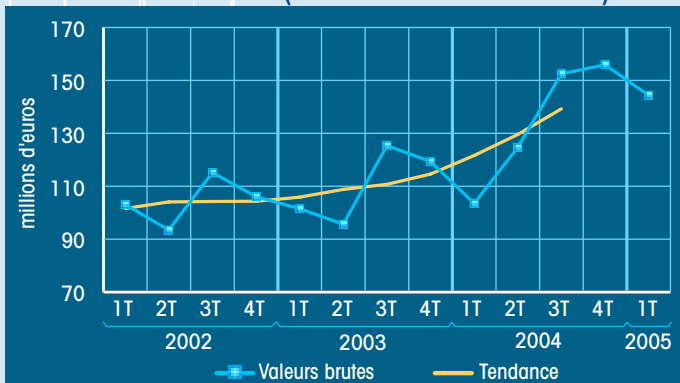
3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN (MONTANT DES TRANSACTIONS)



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

LA HAUSSE DU RMI ET DU SURENDETTEMENT SE CONFIRME

Modeste au trimestre précédent, l'augmentation du nombre de bénéficiaires du RMI ① est beaucoup plus marquée en ce début d'année : + 3,1 %. Le Loir-et-Cher compte **4 150 personnes** dans le dispositif au 31 mars, ce qui constitue un nouveau et triste record. Sur un an, l'augmentation est de 1,6 %.

La dégradation de la situation des ménages est également perceptible dans le nombre de **dossiers de surendettement** ② enregistrés ce trimestre : **219**, soit une **hausse de 6,3 %** en trois mois. Dans le même temps, l'augmentation est quasi nulle dans le Centre (mais + 4,5 % en France). En **données cumulées**, l'évolution demeure nettement plus défavorable également au département : + 17,6 %, contre + 0,6 pour la région et + 3,6 % pour le pays.

Toujours plus de logements neufs

La **construction de logements** ③ reste à un niveau incroyablement élevé. Au cours du trimestre, **583 unités supplémentaires** ont été mises en chantier. Le **cumul annuel** (de mars à mars) enregistre d'ailleurs un **nouveau record** avec **2 145 logements** commencés, en **progression de 16,5 %** par rapport à la période antérieure. Notons cependant que pour l'heure, le logement social ne participe pas à ce mouvement. La tendance régionale se met peu à peu au diapason de celle du Loir-et-Cher, mais toujours un cran au-dessous. La forte pression sur les loyers continue à pousser les ménages vers l'accession à la propriété individuelle et, simultanément, l'habitat collectif connaît un regain d'intérêt. Les **perspectives demeurent bonnes** pour les années à venir, au vu des projets de rénovation urbaine et des directives relatives au logement social issues du plan de cohésion sociale.

Léger répit pour les transactions dans l'immobilier ancien ④ qui n'ont atteint que 144 M€ au cours du trimestre, **en baisse de 7,4 %** en trois mois. Elles demeurent toutefois largement supérieures au montant du 1^{er} trimestre 2004 : + 39,5 %. En **cumul sur un an**, le **rythme de progression se renforce** encore à + 30 %.

Réalisé avec le concours financier du Conseil général.

Directeur de la publication : Alain Quillout - Tirage : 600 exemplaires - Conception/réalisation : Observatoire - Impression Alleaume - Dépôt légal à parution - ISSN N° 1278-6950

